

Biens mal acquis... autant savoir...¹

Dans un récent rapport, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) rappelle qu'à eux seuls les avoirs volés par les chefs d'État des pays du Sud s'élèvent à près de 200 milliards de dollars. Pour le seul continent africain, « *les actifs volés et détenus dans les comptes en banque à l'étranger équivalent à plus de la moitié de la dette externe du continent* », estimait en 2003 la Commission des communautés européennes. Dans le peloton de tête des pilleurs de biens publics, on trouve par exemple le chef de l'État ivoirien Houphouët Boigny, décédé en 1993 après avoir accumulé entre 7 et 11 milliards de dollars. « *Le pillage des richesses des pays du Sud s'est opéré avec la complicité ou à l'initiative des gouvernements et des entreprises des pays du Nord* », souligne le CCFD. Durant la guerre froide, les pays occidentaux ont entretenu des régimes amis sans se soucier un instant des détournements de fonds. Les pays du Nord rechignent toujours à lutter contre les paradis fiscaux qui sont pourtant la destination première de l'argent illégal. Il s'agit de ménager les régimes amis. C'est le cas par exemple de la Guinée équatoriale, où Washington préfère sécuriser la présence de ses compagnies pétrolières que s'inquiéter du détournement de la rente par le clan au pouvoir, ou du Congo Brazzaville, que des banques françaises ont aidé à camoufler des fonds détournés. Signe de mauvaise volonté, seulement 4 milliards de dollars ont été restitués et 2,7 milliards gelés, sur le total des sommes placées par des dictateurs dans des banques occidentales. Depuis quelques années, les sociétés civiles du Nord comme du Sud se mobilisent pour lutter contre cette connivence. C'est dans cette logique que trois organisations, Sherpa, Survie et la Fédération des Congolais de la diaspora, ont déposé à Paris une plainte contre X visant des chefs d'État africains accusés de posséder en France des biens immobiliers financés par des détournements d'argent public.

Machine à exclure

Nicolas Sarkozy a mis la question de l'identité nationale au cœur de sa campagne : pas question de « *s'installer durablement en France sans se donner la peine d'écrire et de parler le français* ». Une machine à sélectionner les immigrés ? Tony Blair est déjà passé à l'acte. Les personnes voulant vivre au Royaume-Uni devront passer un test d'aptitude linguistique et de connaissances générales. Dans toute l'Europe, à l'exception de la Belgique, de la Suède et de la République tchèque, la capacité d'intégration des candidats au séjour longue durée ou à la naturalisation est désormais jugée à l'aune de leur connaissance de la langue et de la culture du pays. La maîtrise de ces notions est devenue une machine à exclure et non pas à intégrer. En France, l'ex-ministre de l'Intérieur a déjà durci son discours et ses actes avec le contrat d'accueil et d'intégration (CAI), désormais obligatoire. Les cours de français sont sanctionnés par un examen. L'échec peut entraîner le non-renouvellement du titre de séjour

Allemagne : la pension à 67 ans

Après le Bundestag début mars, le Sénat allemand a entériné la réforme qui fera passer de 65 à 67 ans l'âge du départ à la pension, une décision qui s'appliquera par étapes de 2012 à 2029. Le ministre du Travail, Franz Müntefering, a demandé aux employeurs et aux syndicats de veiller à mettre des postes à la disposition des employés âgés en négociant les conventions collectives. Mais selon des statistiques officielles, la moitié des entreprises n'emploient plus de personnes de plus de 50 ans. « L'initiative 50 plus » du ministre est censée inciter les anciens à accepter des emplois moins rémunérés que ceux qu'ils occupaient dans le passé en complétant leurs revenus s'ils obtiennent un poste après leur

¹ Analyse parue dans le N° 315 du *Journal du mardi*, 10 avril 2007.

inscription au chômage. L'idée fait son chemin dans toute l'Europe. En Belgique, la droite y pense. En France, Sarkozy et Le Pen l'ont incluse dans leur programme.

Die Linke prend son envol

Les congrès du Linkspartei-PDS - la formation de Gregor Gysi et Lothar Bisky troisième force politique dans l'Est du pays - et l'Alternative électorale pour l'emploi et la justice sociale (WASG) - la formation d'Oskar Lafontaine plus présente à l'Ouest - se sont mis d'accord sur le programme et les statuts du futur parti qui s'appellera tout simplement : die Linke. (La gauche). La décision doit être ratifiée par le vote des militants des deux partis d'ici au 18 mai prochain. Après quoi un congrès fondateur sera convoqué le 16 juin à Berlin. « *Ne laissons pas passer cette chance* », a lancé Lothar Bisky, le président du Linkspartei-PDS en pointant la complémentarité de son propre parti avec une WASG capable de promouvoir « les idées socialistes » à l'ouest du pays. Les militants des deux formations ont forgé leur rapprochement dans les combats communs de ces dernières années pour la paix et contre les démontages sociaux. La WASG est une formation toute neuve, née en 2004 de la fracture qu'a provoquée au sein du SPD, la mise en oeuvre de la politique ouvertement néolibérale du chancelier Schröder

Blair sur le départ

Le départ de Tony Blair du 10 Downing Street approche. Mais la relève est âprement discutée. Tout le monde sait que le Premier ministre qui a amené son pays dans le borbier irakien ne sera plus en poste d'ici trois mois. Qui lui succédera ? Depuis une décennie, Gordon Brown, ministre des Finances, lorgne le rôle auquel il aurait droit presque par décret céleste. Mais un bon nombre de blairistes ont des soupçons : est-ce que ce fils un peu lugubre de pasteur écossais honorerait comme il faut l'héritage de l'ancien chef ? Ils exagèrent : la politique du New Labour a été co-élaborée par ces deux frères ennemis. Brown, en dépit d'un discours plus social est tout de même le réel auteur de la politique économique du Parti travailliste à la sauce Blair - avec ses privatisations et sa fameuse « flexibilité » du marché du travail - et il ne s'est jamais opposé aux aventures de Blair à l'étranger. Blair devrait annoncer en mai la date de son départ, probablement fin juin. Entre-temps les résultats des élections municipales et aux Parlements régionaux d'Écosse et du pays de Galles auront lieu (le 3 mai). Ils ne seront sûrement pas réconfortants pour le parti au pouvoir, au plus bas dans les sondages depuis des mois.

Poutine après Poutine ?

Vladimir Poutine va-t-il se représenter lors de l'élection présidentielle de mars 2008 La Constitution russe interdit à l'actuel président, qui achèvera, en 2008, son deuxième mandat de quatre ans, d'en briguer un troisième. Mais le président du Conseil de la Fédération (la chambre haute du Parlement), Sergueï Mironov, s'est dit favorable à des changements constitutionnels. "*Il faut revoir la règle selon laquelle une seule et même personne ne peut occuper le poste de président sur plus de deux mandats successifs*", a-t-il déclaré aux sénateurs, M. Mironov, qui préside aussi le parti pro-Kremlin Russie juste, a également proposé un allongement du mandat présidentiel "*à cinq ou sept ans*". Selon le service de presse du chef de l'Etat russe, la position de Vladimir Poutine sur ce sujet "*reste inchangée*", mais à un an de la présidentielle, la question fait son chemin. Avec un taux de confiance de 82 % dans la population, le président est régulièrement invité à rester.